

Services atrophiés, manque de personnel, surcharge de travail :

**Aucune attaque contre les pensions
de la fonction publique et des femmes !**

**Un plan d'investissements publics massifs grâce
à la nationalisation des banques et du secteur de l'énergie !**

COMME EN FRANCE, ENGAGEONS TOUTE LA SOCIÉTÉ DANS LA LUTTE



En Grèce, la privatisation du rail a tué. La collision mortelle a frappé beaucoup d'étudiant.e.s en route pour leur 'unif'. C'est le sous-financement dans l'infrastructure et la sécurité ainsi que le manque de collègues qui ont conduit au drame. Les responsables de l'Union européenne qui ont imposé l'austérité aux Grecs n'auront pas à s'inquiéter des tribunaux... Ce sont les mêmes qui utilisent aujourd'hui les fonds du Plan de relance européen comme outil de chantage pour lancer une offensive sur les pensions de la fonction publique en Belgique ! Alors que Syriza en Grèce avait au moins initialement tenté de résister, le PS a déjà capitulé en voulant plafonner la péréquation des pensions du public et en réduisant l'accès à la pension minimum pour les travailleurs à temps partiel (essentiellement des travailleuses). Mais pour la droite du gouvernement, c'est encore trop peu. !

Même sans confinement, il y a toujours plus de colis à livrer et toujours moins de personnel à Bpost. Idem chez les pompiers : les interventions augmentent sans effectifs suffisants. La situation est encore aggravée par la crise climatique (pensons aux inondations) ou la crise énergétique qui a poussé les plus précaires à chercher à se chauffer de manière dangereuse. Dans tous les services publics, le sous-financement est intenable et de plus en plus de collègues s'effondrent ou fuient le secteur. À la place de services de qualité, la population est victime du manque de moyens, des listes d'attentes et des retards. Les conséquences dans les soins, l'accueil des enfants ou encore l'enseignement se font sentir en premier lieu sur les femmes, en aggravant leur double journée de travail.

Les pompiers ont raison d'exiger un âge de départ à la pension à 60 ans. Leur espérance de vie est inférieure de 7 ans à la moyenne nationale ! En 2020, l'espérance de vie en bonne santé s'élevait à 63,8 ans en Belgique. L'âge de départ à la retraite et l'accès à la pension anticipée devraient donc

baisser pour tout le monde! D'autre part, il faut garantir une pension de 1.700€ minimum pour toutes et tous, y compris pour les carrières morcelées, afin qu'aucun de nos ainé.e.s ne plonge dans la pauvreté.

Construisons l'unité dans la lutte !

De nombreux services publics sont déjà entrés en action. Les cheminot.e.s ont mené plusieurs grèves ; l'enseignement francophone aussi, avec de grandes manifestations et diverses actions ; les travailleur.euse.s des hôpitaux publics ont participé à la grande manifestation du non marchand en janvier dernier (22.000 personnes !) ; le personnel des CPAS à Bruxelles a organisé une grève et des arrêts de travail ; les fonctionnaires fédéraux sont allés d'actions en actions ces derniers mois ; le personnel de Bpost est parti en grève ; les personnels pompiers, des services d'urgence et de la police se préparent à une grande manifestation le 7 mars ; à partir du 6 mars, plusieurs jours de grève sont prévus dans les crèches et l'accueil extrascolaire en Wallonie et en Flandre.



WWW.SOCIALISME.BE
WWW.FACEBOOK.COM/
PSLLSP.PARTISOCIALISTEDELUTTE

Nous partageons les mêmes intérêts et l'unité dans la lutte nous renforcera. L'évaluation de la grève du 10 mars et la suite à lui donner doivent être débattues en assemblées du personnel. Il sera ainsi possible d'élaborer un cahier de revendications communes et spécifiques à chaque secteur accompagné d'un plan d'action en escalade où chaque étape sera soigneusement préparée dans l'idée de renforcer la suivante.

En France, jeunesse et travailleur.euse.s occupent les rues en masse contre la réforme des pensions. Engageons tout le monde dans le combat ici aussi ! C'est d'ailleurs une manifestation de masse qui a enterré le projet de pensions à points en Belgique en 2018. Des assemblées interprofessionnelles sont nécessaires dans chaque ville. Cette lutte doit être portée par tout le mouvement ouvrier pour y attirer toute la société.

Quand un secteur est rentable, il est offert au privé. Dans le cas contraire, des services publics doivent s'en charger avec des moyens faméliques. Nos services publics ont illustré leur caractère essentiel lors de la pandémie. Un plan massif d'investissements publics permettrait l'embauche massive de jeunes, alors que le chômage recommence à se développer. Nous pouvons enterrer la pénurie de personnel en rendant le travail du secteur public attrayant grâce à la semaine des 30 heures sans perte de salaire, avec embauche compensatoire et nomination des agents. Revenir sur toutes les privatisations et la libéralisation s'impose, elles n'ont entraîné aucune baisse des coûts pour les usagers et aucune amélioration du service. Et face à la crise du pouvoir d'achat, il faut une augmentation salariale généralisée de 330€ brut par mois.

Refinancer nos services publics par la nationalisation des banques et du secteur de l'énergie !

Nos revendications seraient impayables ? Un retour à une douloureuse austérité budgétaire est même envisagé. Mais selon le Bureau fédéral du plan, c'est la hausse des taux d'intérêt sur la dette qui plombe le budget. Ce ne sont donc pas les pensions ou les soins de santé qui sont impayables; ce sont les profits du secteur financier. Allons chercher l'argent là où il est, chez les profiteurs de guerre et de crise et chez les spéculateurs !

REJOIGNEZ LE PSL-LSP !

Le PSL/LSP est un parti national qui organise des travailleuses et travailleurs, des jeunes, des féministes... pour renverser le capitalisme et changer de société. Le capitalisme ne nous réserve que plus de guerres, de misère et d'exploitation, c'est pourquoi nous luttons pour une société socialiste démocratique où la barbarie de l'économie de marché sera remplacée par une économie rationnelle démocratiquement planifiée pour répondre aux besoins de la collectivité dans le respect de la planète. Ce combat est par nature un combat international, c'est la raison pour laquelle nous sommes organisés sur tous les continents grâce à un parti mondial : Alternative Socialiste Internationale (ASI).

Contactez-nous:

info@socialisme.be ou 0472436075 (Michael)

Quant à la taxe sur les « surprofits » du secteur de l'énergie, ce sera un flop au vu de sa mise en application tardive et de son caractère limité sur fond de baisse des prix sur le marché. Les producteurs d'énergie empochent le pactole sans investir le moins du monde sérieusement dans la transition verte du secteur. Les banques ne sont pas en reste avec la hausse des taux d'intérêt. Pour exemple, le bénéfice net de BNP Paribas a progressé de 7,5% en 2022 pour atteindre le niveau record 10,2 milliards d'euros ! Les dividendes aux actionnaires devraient croître de plus de 12 % pendant quatre ans !

La nationalisation de tout le secteur financier, tout comme celui de l'énergie, permettra de mobiliser les moyens nécessaires au financement de nos services publics, de garantir des prêts très bon marché aux petits commerçants en difficulté et d'en finir avec la spéculation. Quand il s'agissait d'éponger les dettes privées des banques, c'est la collectivité qui a dû payer. Ils s'en sont assez mis dans les poches, pas besoin de rachat d'actions ou d'indemnités, sauf pour de petits actionnaires sur base de besoins prouvés. Les services publics et les secteurs nationalisés ne doivent pas fonctionner comme c'est la norme dans le privé, mais être dirigés pour satisfaire les besoins sociaux : sous gestion et contrôle du personnel, des syndicats et de la collectivité. Cela exige l'implication active de la classe travailleuse à chaque étape dans le cadre d'une planification rationnelle et écologique de l'économie. Voilà ce qu'est pour nous une société socialiste.

LA CAMPAGNE ROSA : POUR L'UNITÉ DANS LA LUTTE !

La Campagne ROSA (Résistance contre l'Oppression, le Sexisme et l'Austérité) soutient la grève des services publics : c'est un combat féministe ! La pression de la double journée de travail sur les femmes est bien connue : un travail non rémunéré effectué avant et après journée pour compenser les lacunes des services publics. La difficulté de combiner travail et vie de famille est la principale cause de l'écart salarial. La Campagne ROSA plaide pour une collectivisation des tâches domestiques, en luttant pour un réinvestissement dans les services publics, ce qui permettrait de fournir des services accessibles et de bonne qualité. C'est la meilleure forme de prévention contre les violences faites aux femmes. Nous voulons renforcer la lutte du mouvement ouvrier contre toutes les oppressions, car celles-ci facilitent l'exploitation capitaliste en divisant la classe travailleuse.

Qui compte encore sur les médias dominants pour relayer correctement nos inquiétudes et nos combats ? Acheter le mensuel Lutte Socialiste pour 2 euros ou prenez un abonnement annuel de 20 euros (ou plus en soutien).

